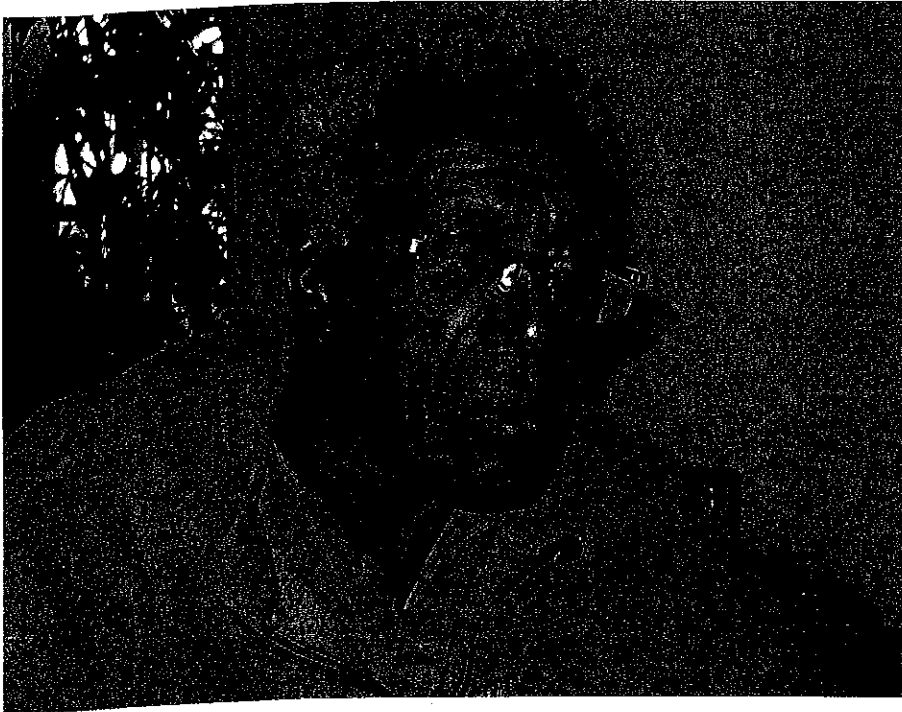


# L'accord de Nouméa, 11 ans après....

La ligue des droits de l'homme a réalisé une enquête sur perception de l'accord de Nouméa par les Calédoniens et a organisé parallèlement une série de conférences. Des rencontres qui ont attiré beaucoup de monde assoiffé d'informations. Entrevue avec son président, Elie Poigoune.



Elie Poigoune, président de la ligue des droits de l'homme « Beaucoup de gens ne connaissent pas l'accord de Nouméa en particulier son préambule »

**Le Pays :** à quels constats aboutit l'enquête réalisée par la Ligue des droits de l'Homme ?

**EP :** La majorité des jeunes ne connaissent pas l'accord de Nouméa. Soit parce qu'ils n'étaient pas nés à l'époque, soit parce qu'ils étaient trop jeunes, et ils n'en parlent pas du tout dans leur milieu. 80% des personnes interrogées sont pour l'accord de Nouméa et veulent que les choses s'améliorent sur les points les plus négatifs. Et il y a un réel désir d'informations sur cet accord. Nous allons certainement éditer un fascicule ou faire des émissions dans les médias sur l'Accord de Nouméa. Une réflexion est en cours. Il est important que la population soit informée et s'approprie l'Accord de Nouméa.

**Le Pays :** Est-ce la raison qui a poussé votre association à organiser plusieurs conférences-débats ?

**EP :** L'Accord de Nouméa, on en parle en général, sans connaître réellement ce qu'il y a dedans. Le préambule en particulier est

méconnu, alors que c'est un texte fondamental qui donne un peu la direction de ce qu'on doit faire ensemble dans les années qui viennent. Il donne la philosophie de ce que l'on doit construire au niveau du pays.

**Le Pays :** quels sont les points qui ont retenu votre attention dans les différentes réunions ?

**EP :** La première réunion était un bilan technique, il est ressorti ce qui a été fait et ce qui n'a pas été fait. L'Accord de Nouméa a été partiellement appliqué et il n'est pas trop tard pour poursuivre le travail. La deu-

**Il y a un réel désir d'information sur l'Accord de Nouméa.**

xième réunion était surtout un bilan de société. Comment le peuple calédonien perçoit l'accord de Nouméa dans sa vie de tous les jours ? Le bilan a été très critique, avec notamment des observations sur les jeunes, trop souvent laissés sur le bord de la route. De trop grands écarts de richesses ont

été relevés et ces écarts ne semblent pas avoir diminué depuis la signature de l'accord de Nouméa. À la troisième réunion, nous avons fait un bilan politique de l'accord de Nouméa avec différents responsables politiques. C'était très riche. Leur bilan est essentiel car ce sont eux qui sont dans les institutions et ils sentent mieux les choses.

**Le Pays :** quel regard portez-vous personnellement sur l'évolution du pays

**EP :** En 1974, avec le groupe 1878, avec Henri Bailly et Déwé Gorodey notamment, on avait été emprisonnés pour avoir manifesté à l'Anse-Vata le 24 septembre. À la sortie de prison, on s'est réunis au Faubourg Blanchot avec les élus kanak de l'Union Calédonienne. C'est à ce moment-là que nous avons décidé de revendiquer pour la première fois l'indépendance kanak. Depuis cette époque-là, beaucoup de choses ont changé.

Ce que réclamait notre groupe avant tout à l'époque, c'était d'avoir le pouvoir politique pour défendre les intérêts de nos populations. Je pense que cela a été pris en compte

**De trop écarts de richesse ont été relevés, et cela ne semble pas avoir diminué depuis 1998.**

puisque le pouvoir politique a été décentralisé et donné aux Kanak dans les îles et au Nord. Un autre point soulevé à l'époque était celui des terres. On a axé notre lutte essentiellement

sur la revendication de toutes les terres volées par le colonialisme. Aujourd'hui, la plupart des terres, sur la côte Est en particulier, ont été rétrocédées aux Kanak par l'intermédiaire de l'Adraf.

Certains sont un peu déçus de voir que le partage des richesses ne se fait pas équitablement, avec des écarts importants. Il est de la responsabilité de nos élus de faire sorte que dans les années qui viennent, ces écarts diminuent. Ils ont un outil formidable, la fiscalité. Je pense qu'ils ont la possibilité de prendre des mesures pour que la richesse qui sort chaque jour du pays reste ici et profite un peu plus aux populations les plus défavorisées et aux jeunes qui se sentent exclus. ■

*Propos recueillis par Marguerite Poigoune*